



FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

Appréciation de l'effet redistributif des dépenses fiscales en matières de TVA : exemple de la Guinée

Webinaire de la Plateforme française d'échange et de coordination interministérielle sur la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP) :

« Quels impacts socio-économiques de la fiscalité indirecte et comment l'utiliser en politique fiscale ? »

21 juin 2021

La TVA : outil principal de fiscalité intérieure

- ❖ La TVA : **outil principal de fiscalité intérieure** pouvant compenser les pertes de recettes tarifaires consécutives aux politiques d'ouverture commerciale.
- ❖ En théorie, rentable, neutre vis-à-vis des décisions de production pour les entreprises, outil de lutte contre le secteur informel.
- ❖ En pratique :
 - Problèmes de remboursement des crédits de TVA mettent en péril sa neutralité et sa pérennité (demande d'exonération).
 - **Objectif additionnel assigné à la TVA : l'équité** via la mise en place de taux réduits ou de l'exonération des produits de grande consommation.

Exonérations de TVA et objectif d'équité

- Les exonérations de TVA sur les biens de consommation finale **réduisent le champ d'application de la TVA** et donc sa productivité. Ainsi, une analyse de leurs effets est souhaitable pour **s'assurer de l'atteinte des objectifs d'équité initialement visés.**
- La principale justification des exonérations de TVA accordées étant des considérations d'équité, l'analyse consiste alors à déterminer si – compte tenu de la **structure de la consommation des biens et services** dans le pays concernés - **les ménages les plus pauvres profitent effectivement davantage des exonérations/dépenses fiscales accordées.**
- S'inscrit par ailleurs dans le **processus de rationalisation des dépenses fiscales.**

Exonérations de TVA et analyse de l'équité

- ❖ Les données nécessaires : des **enquêtes détaillées sur la consommation des ménages.**
 - ❖ désagrégation extrêmement fine des biens et services
 - ❖ indications sur le niveau de richesse des ménages enquêtés
 - ❖ informations représentatives de la population dans son ensemble
- ❖ L'analyse de l'équité de la dépense fiscale est faite selon une approche **toute chose égale par ailleurs** : on considère que la seule composante qui varie est le montant de TVA payé sur les biens et services.

Les étapes préalables à l'analyse de l'équité

En combinant les données de l'enquête et la législation en vigueur, il s'agit :

1. De **déterminer pour chaque bien consommé par les ménages s'il est exonéré de TVA, taxé à taux réduit ou à taux plein.**
2. De **recalculer la consommation hors taxes** pour chaque bien consommé par chaque ménage.
3. De **simuler la contribution théorique des consommateurs aux recettes de TVA si le taux standard national** – celui retenu dans le SFR - **était appliqué à toute la consommation finale**, y compris à celle totalement ou partiellement exonérée de TVA (taux réduit par exemple), pour chaque type de bien et chaque consommateur.
4. De **déduire le montant théorique des dépenses fiscales** qui correspondent à la différence entre le potentiel théorique de recettes en appliquant le taux de TVA fixé par le SFR et le potentiel de recettes en appliquant des taux nuls /taux réduit tels que prévus dans le CGI et autres textes prévoyant des exonérations identifiées comme dépenses fiscales.

L'analyse de l'équité de la politique d'exonération

- Une fois le montant des dépenses fiscales par consommateur connu, il s'agit d'**analyser l'effet sur l'équité** de la politique de dépenses fiscales en matières de TVA en s'appuyant sur les données concernant le niveau de richesse des consommateurs.
 - ❖ L'analyse de l'effet des politiques d'exonération sur la distribution des richesses se construit généralement sur la base d'un **indicateur relatif défini en fonction de la distribution des richesses entre les ménages. Il est le plus souvent exprimé en quintiles.**
 - ❖ En se basant sur ces indicateurs de richesse, il s'agit ensuite d'**étudier l'effet des politiques d'exonération sur les différentes catégories d'individus**, ces derniers ayant le statut de richesse du ménage auquel ils appartiennent.

Les indicateurs d'équité des dépenses fiscales de TVA

- La **contribution théorique des groupes de consommateurs** classés par niveau de richesse aux recettes de TVA.
- **L'analyse de la distribution des gains engendrés par les dépenses fiscales de TVA** pour les différents groupes de consommateurs.

⇒ **Insuffisant pour conclure sur les effets distributionnels des exonérations de TVA.**

- Il est nécessaire de nuancer et d'affiner ces premiers résultats en **rapportant les allègements fiscaux dont bénéficient les différents groupes de population à leur niveau de consommation (ou de revenu) respectif.**
- Cette analyse de la **progressivité des dépenses fiscales de TVA doit être réalisée par produit** pour permettre un meilleur ciblage des biens à exonérer et de ceux pour lesquels le maintien de la mesure dérogatoire devrait être questionné.

Enfin, une **étude détaillée de la structure de la consommation des catégories d'individus selon leur niveau de revenu** permet d'éclairer de manière simple sur le degré d'équité des différentes catégories de dépenses fiscales à l'œuvre ou envisagées.

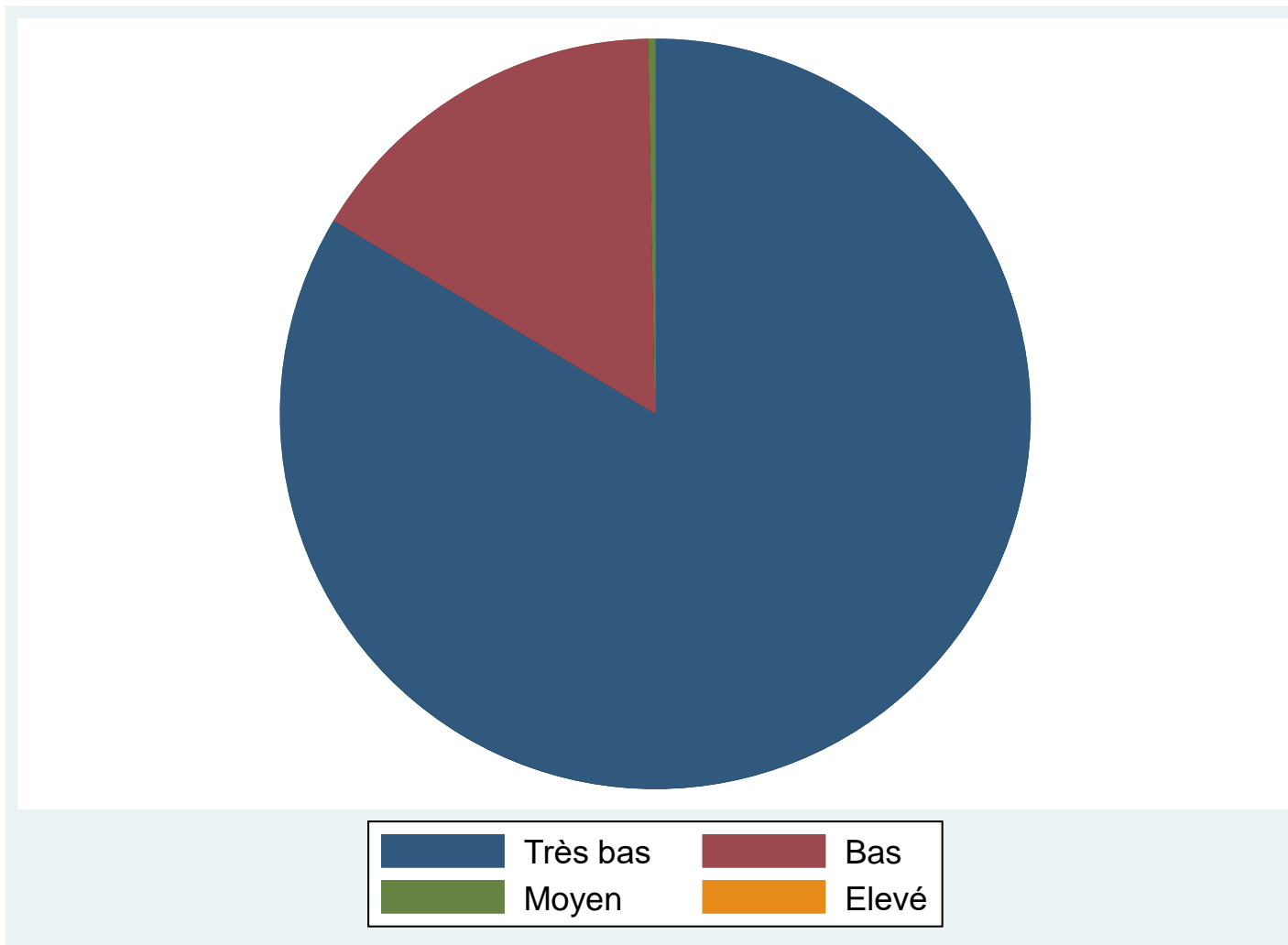
Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Les données :

- ❖ Données détaillées de consommation fournies par la Banque Mondiale : ***Global Consumption Database***
- ❖ Basées sur des enquêtes ménage, la base de données construite offre les niveaux de consommation pour **106 produits**, ventilés en **quatre segments de la population**. Les données d'enquête peuvent être rigoureusement agrégées pour être représentatives de la population nationale.
- ❖ La décomposition de la consommation en segment permet d'estimer les effets distributionnels des choix de politiques fiscales en matière d'exonération de TVA.
 - 4 segments : « très bas », « bas », « moyen » et « élevé ».
 - définis à partir de seuils de revenu en valeur absolue par tête et par jour, les mêmes pour l'ensemble des pays de la base.

Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

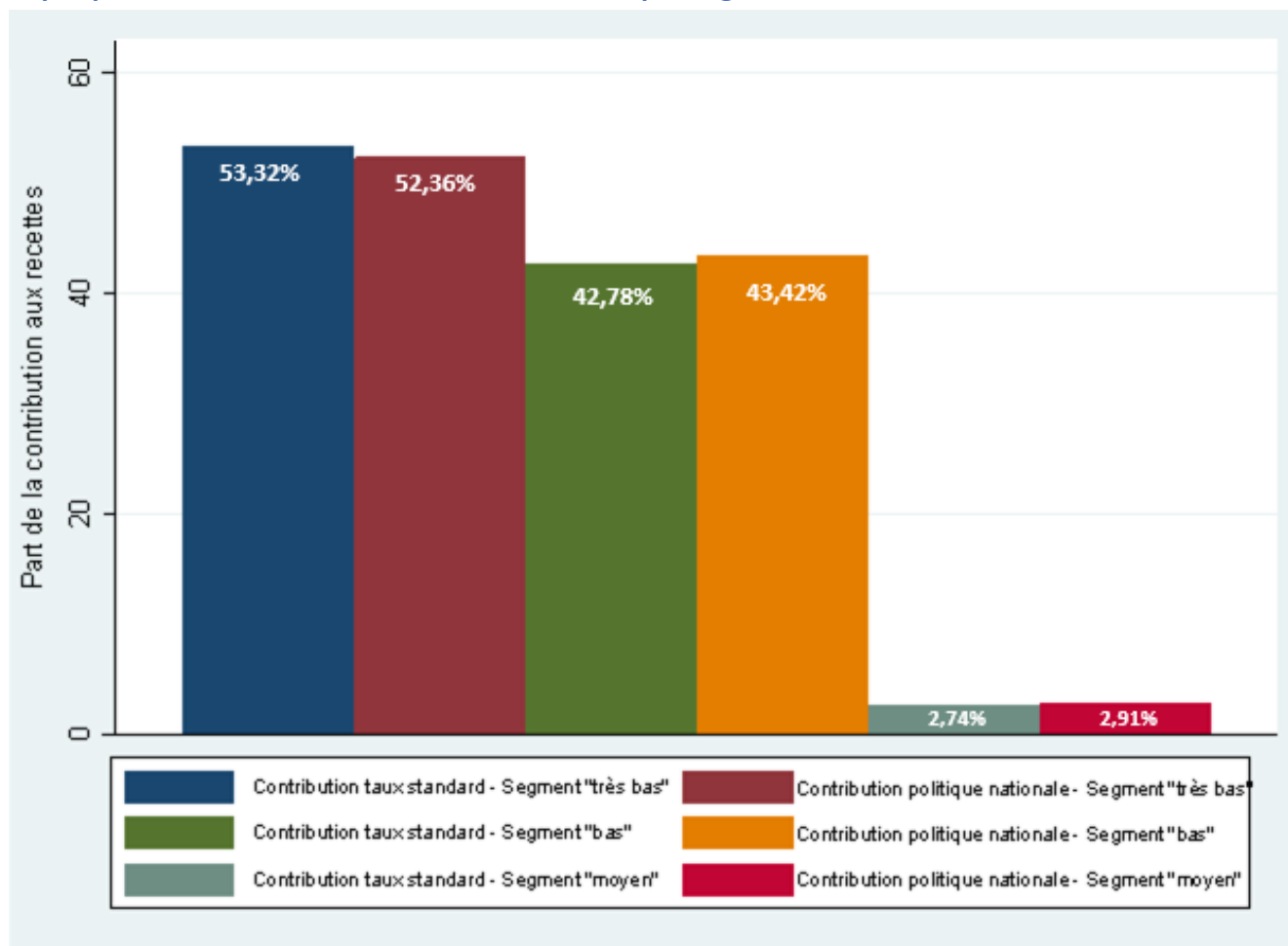
Graphique 1 : Segments de consommation en Guinée



Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Contribution aux recettes de TVA en valeur absolue de chaque segment

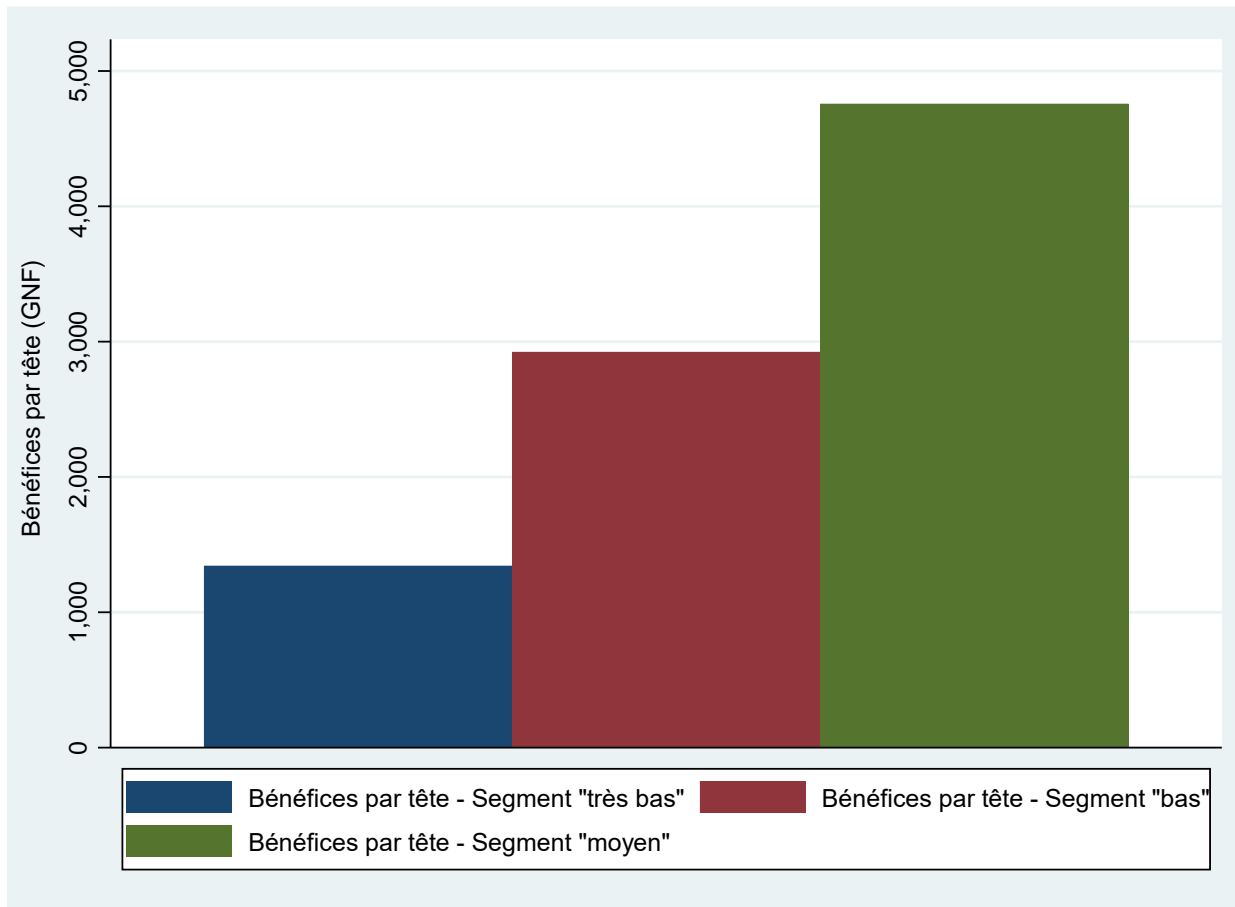
Graphique 2 : Part de la contribution aux recettes par segment



Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Bénéfices par tête du fait de la mise en place des exonérations

Graphique 3 : Bénéfices par tête du fait de la mise en place des exonérations – Par segment de consommation



Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Equité des exonérations : bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête

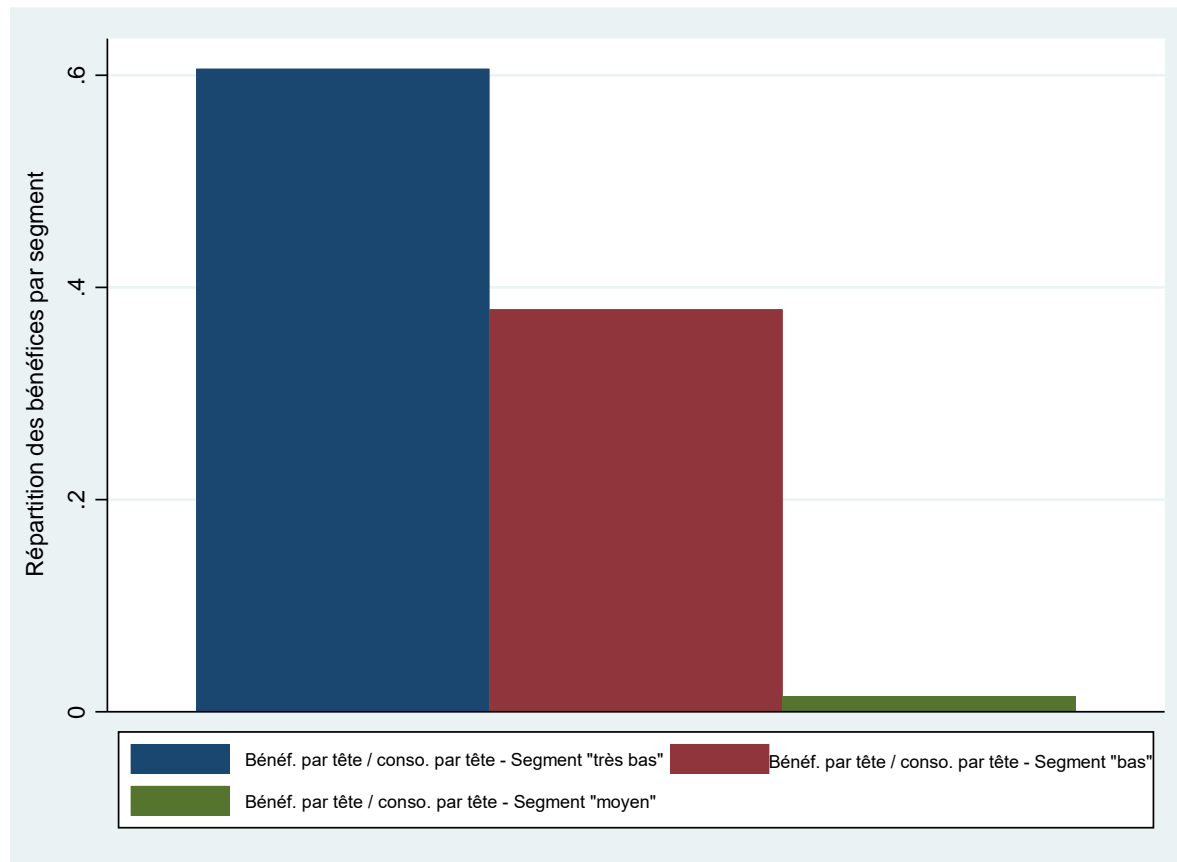
Tableau 1 : Equité des exonérations : bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête

	Niveau de consommation par tête	Bénéfices par tête	Bénéfices par tête/consommation par tête
Segment "très bas"	67 667,07	1 344,35	1,99%
Segment "bas"	351 492,40	2 924,26	0,83%
Segment "moyen"	19 300 000,00	4 758,49	0,02%

Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Equité des exonérations : bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête

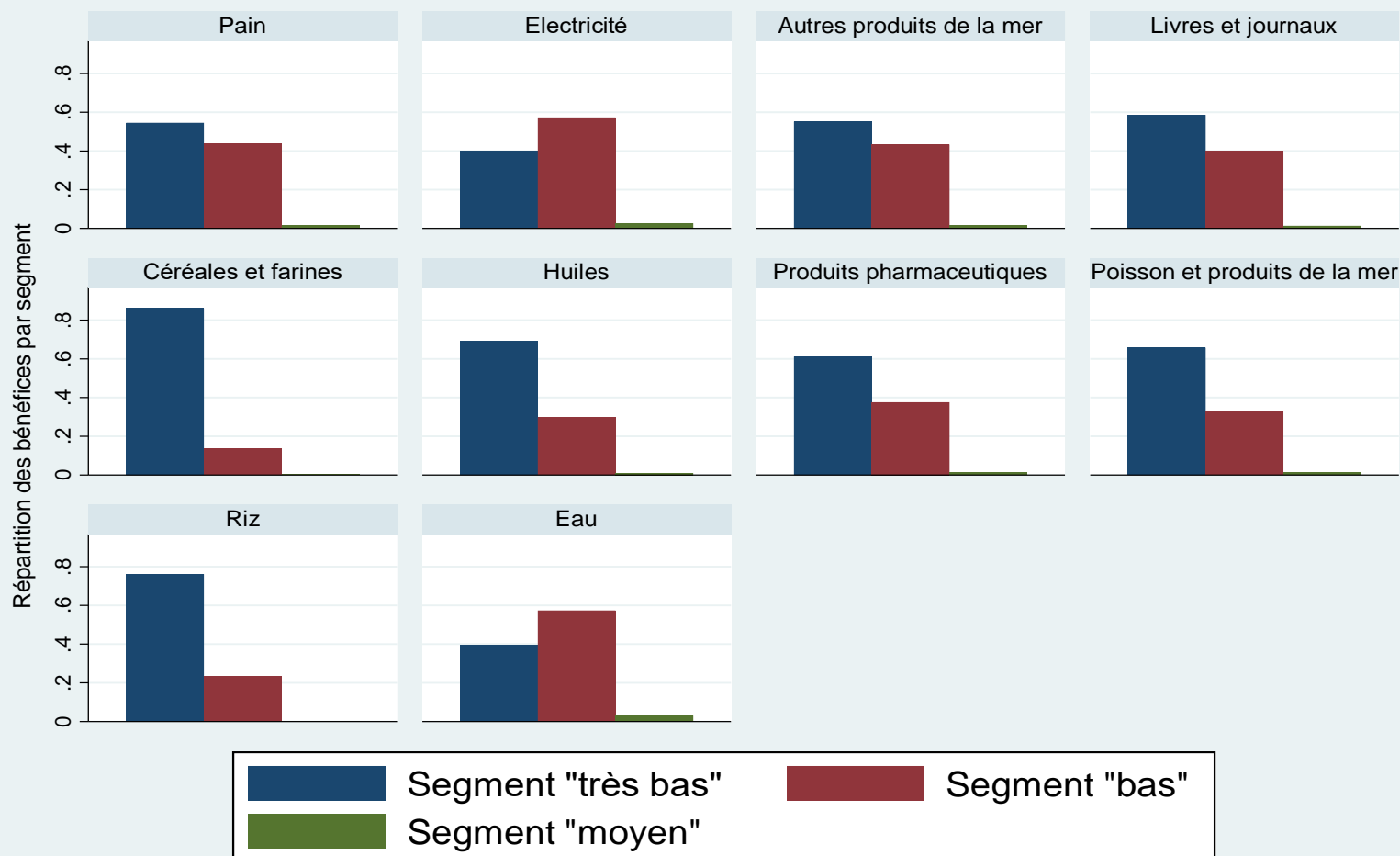
Graphique 4 : Répartition par segment des bénéfices par tête rapporté au niveau de consommation par tête (% de la contribution totale)



Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Progressivité des principales exonérations par produit

Graphique 5 : Progressivité des principales exonérations par produit



Dépenses fiscales de TVA et équité : exemple de la Guinée

Conclusions

- ❖ Un **impact globalement positif** des dépenses fiscales en matières de TVA sur les biens de consommation finale pour la réduction des inégalités.
- ❖ Il convient toutefois de noter que **les bénéficiaires par tête sont une fonction croissante du niveau de revenu** des ménages, ce qui favorise davantage les catégories les plus aisées.
- ❖ Par ailleurs, **l'analyse montre que la progressivité de l'exonération varie selon les produits**

=> La réduction des inégalités pourrait être améliorée par un ciblage plus pertinent des produits à exonérer..

Conclusion

- ❖ La réalisation et la systématisation de telles études impliquent :
 - De disposer des **données nécessaires**,
 - Des **compétences techniques** pour réaliser certaines analyses (stata....).
- ❖ Seule l'estimation du coût précis d'une mesure –associé à l'analyse de l'impact de celle-ci – peut contribuer à la **rationalisation éclairée des dépenses fiscales**.

Merci pour votre attention